

Unité départementale Aube/Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 TROYES

TROYES, le 07/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SAICA PAPER FRANCE

3 cours Baron Thénard
Zone Industrielle Les Guignons
10400 Nogent-sur-Seine

Références :
Code AIOT : 0005702721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 3 cours Baron Thénard Zone Industrielle Les Guignons 10400 Nogent-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été programmée dans le cadre de l'action régionale coup de poing prévention des incendies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER FRANCE
- 3 cours Baron Thénard Zone Industrielle Les Guignons 10400 Nogent-sur-Seine
- Code AIOT : 0005702721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est autorisé, depuis octobre 2004, à exploiter des activités de fabrication de papier pour carton ondulé de faible grammage à partir de balle PCR (Papier Carton Recyclé). Il a été

racheté en 2018 par SAICA Paper. L'exploitant emploie environ 130 personnes. Géographiquement, le site est implanté sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE, dans la zone industrielle des Guignons, le long de la Seine, à 600 m environ au nord-ouest du centre-ville. Par conséquent, son environnement direct est industriel et urbain.

10% des matières premières arrivent par la voie d'eau. L'entreprise fonctionne en continue.

Elle produit 10% de sa vapeur grâce au gaz de son unité de méthanisation en sortie de station d'épuration.

Elle vient d'être autorisée à construire une chaudière biomasse (refus/bois B) pour réduire sa consommation d'énergie fossile.

Le thème de visite retenu est contrôle des moyens incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.3	/	Sans objet
2	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.3	/	Sans objet
3	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.7	/	Sans objet
4	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.2	/	Sans objet
5	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.3.3	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.9 – II	/	Sans objet
7	Entretien des espaces	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

SAICA Paper assure la surveillance et le maintien fonctionnel de ses moyens incendie. Les observations ou non conformités identifiées à travers les différents contrôles périodiques font l'objet d'une planification systématique de travaux. Le personnel est régulièrement formé/sensibilisé aux consignes et moyens incendie. L'établissement est bien entretenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction 1.2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • trois réserves d'eau : <ul style="list-style-type: none"> - deux réserves de respectivement 1 380 m3 et 40 m3 servant au réseau de sprinklage du bâtiment produits finis, avec réalimentation par l'eau de forage et/ou l'eau potable ; - une réserve de 2 000 m3 destinée au réseau des poteaux incendie, au réseau incendie RIA, et au sprinklage des zones à risques courants avec réalimentation par l'eau de forage et/ou l'eau potable ;

- des sprinklers à mousse destinés au sprinklage des installations suivantes centrales hydrauliques et lubrification des bâtiments préparation pâte et machine ;
- des sprinklers à eau destinés au sprinklage du bâtiment produits finis et au local incendie permettant de débiter 600 m³/h pendant 2 h ;
- d'un système d'extinction par gaz inerte pour les locaux suivants : locaux électriques du bâtiment préparation pâte, salle de contrôle et locaux électriques du bâtiment machine, locaux électriques du bâtiment chaufferie, locaux électriques du traitement d'eaux claires, local électrique du bâtiment incendie, local électrique de la station de traitement des effluents, local électrique et locaux électriques des Services généraux ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ils sont situés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés (notamment implantés dans les lieux suivants : parcs PCR nord et sud, bâtiment préparation pâte et machine, bâtiment produits finis, installation de traitement d'eaux claires, station de traitement des effluents, local de contrôle des PCR et bâtiment entretien) Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ;

Constats :

L'Inspection a contrôlé par sondage une partie des moyens incendie.

Le site dispose de 3 réserves d'eau du volume prescrit. La cuve de 2000 m³ sert également à alimenter le process. Les cuves sont réapprovisionnées, en continu pour la cuve de 2000 m³, et en cas de besoin pour les deux autres, par 4 forages dans la nappe d'accompagnement de la Seine. Afin de garantir ses réserves en eau, l'exploitant dispose d'alarme de niveau bas sur les 3 cuves (sonde de niveau avec report en salle de contrôle), ainsi que de manomètres en pied de cuve. Ces cuves servent à alimenter les dispositifs d'extinction incendie : sprinklage eau, sprinklage mousse, ria, poteaux incendie et lance incendie.

Le prestataire AAI est missionné pour réaliser des rondes de contrôle hebdomadaire des équipements nécessaires au dispositif de sprinklage (vérification du niveau d'eau, test du groupe motopompe, niveau de gasoil, simulation de baisse de pression dans le réseau, vérification des alarmes,...). Le contrôle par sondage dans le classeur des enregistrements atteste du respect des passages. L'enregistrement du 07 juillet 2023 n'indique aucune non-conformité lors des tests réalisés par AAI. L'ensemble du dispositif de sprinklage dont les sondes de niveau des 3 cuves font l'objet d'un contrôle semestriel par l'entreprise AAI sur la base des critères APSAD. Le réseau de sprinklage est contrôlé semestriellement par l'entreprise AAI.

Le rapport Q1 de contrôle en date du 13 octobre 2022 atteste d'une mesure de débit de 635 m³/h et d'une pression de 7,9 bars pour le réseau de sprinklage à eau. Le dernier contrôle a eu lieu le 10 juillet 2023. L'exploitant a transmis la notification de passage AAI par courriel du 4 août 2023. Le rapport Q1 d'octobre 2022 met en avant quelques observations dont la présence de fuite sur le réseau. L'exploitant dispose d'un plan d'actions dans lequel la recherche de fuite sur le réseau est programmé avant la fin 2023.

L'inspection des installations classées acte l'engagement de l'exploitant et sollicite la transmission des justificatifs avant le 31 décembre 2023 sous réserve que le débit de fuite soit compatible avec cette échéance.

L'exploitant dispose d'un dispositif de sprinklage à mousse. Les réserves d'émulseurs réparties sur le site date de 2005. Les émulseurs ayant plus de 10 ans, l'exploitant a entrepris des démarches pour les renouveler. Par courriel du 4 août 2023, l'exploitant a transmis un devis pour le remplacement des émulseurs. L'exploitant indique avoir budgété l'opération 2024.

L'inspection des installations classées acte l'engagement de l'exploitant et sollicite la transmission des justificatifs de remplacement au premier trimestre 2024 sous réserve de la date de péremption des émulseurs ; si ceux-ci sont ou vont être périmés il convient de les remplacer plus

rapidement..

Le site dispose de 108 réservoirs FM200 (système d'extinction à gaz) pour les 17 salles électriques. La société SIEMENS a réalisé le dernier contrôle annuel et le PV de réépreuve des réservoirs date du 23 mars 2023.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

L'établissement dispose d'environ 400 extincteurs et de plus de 70 RIA. Les contrôles par sondage lors de la visite de terrain attestent de leur bon état, leur bonne signalisation, leur accessibilité et de la vérification annuelle sous-traitée à la société SCUTUM. Le dernier compte rendu pour les extincteurs date du 28 septembre 2022. L'exploitant a présenté la facture en date du 7 octobre 2022 confirmant la réalisation de l'ensemble des opérations nécessaires à l'entretien de son parc d'extincteurs. Concernant les RIA le dernier contrôle date du 27 avril 2023. Le rapport met en évidence lors du contrôle par sondage le défaut d'un manomètre sur le RIA 56. Par courriel du 4 août, l'exploitant a transmis un devis en date du 15 juin 2023 et une commande du 19 juin 2023 permettant d'assurer les réparations nécessaires aux maintiens du parc des RIA. Les interventions sont programmées courant août 2023.

Ce point n'appelle plus de remarque de la part de l'Inspection

Type de suites proposées : Demande de justificatifs à fournir par l'exploitant sous 15 jours

Proposition de suites : En fonction des réponses de l'exploitant

N° 2 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction 2/2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • un point d'aspiration en Seine pour 5 engins pompes muni de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de cette prise d'eau est périodiquement contrôlé ; • d'un système de détection automatique d'incendie avec centralisation des alarmes pour les lieux suivants : silo déchets, local électrique et centrales hydrauliques et lubrification du bâtiment préparation pâte, salle de contrôle, bureaux, locaux électriques, laboratoire et centrales hydrauliques et lubrification du bâtiment machine, local expédition du bâtiment produits finis, installation et locaux électriques du bâtiment chaufferie, locaux électriques du traitement d'eaux claires, local électrique du bâtiment incendie, station de traitement des effluents y compris le local électrique correspondant, local électrique, local de contrôle des PCR, poste de garde et locaux électriques des Services généraux, réserve d'huiles du bâtiment Entretien. <p>La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme est assurée au moyen du dispositif de sprinklage.</p> <p>Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux fixes d'eau incendie sont protégés contre le gel</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.</p> <p>La conception et l'aménagement des moyens fixes de lutte contre l'incendie devront être réalisés en conformité avec les règles de l'APSAD et avoir reçu l'approbation des services départementaux d'incendie et de secours.</p>

Constats :

L'Inspection a contrôlé par sondage une partie des moyens incendie.

L'exploitant dispose de la fiche de vie de l'hydrant de la ville de Nogent-Sur-Seine (point d'aspiration Seine). La dernière vérification réalisée en 2023 par les services de la mairie atteste de sa conformité.

L'établissement dispose d'un système de détection automatique, le dernier rapport de vérification par la société SIEMENS date du 1er février 2023. En fonction des équipements la fréquence de contrôle est bimestrielle ou annuelle.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Le bâtiment de stockage des produits finis et la zone du tapis d'amenée des matières premières sont les plus sensibles au gel. Les canalisations du réseau les plus exposées ont été calorifugées et dans ces deux zones le sprinklage est sous antigel (protection -10°C via glycol). La cuve d'antigel fait partie du contrôle semestriel par AAI. La vérification sur le Q1 du 13 octobre 2022 l'atteste.

En cas de défaillance du système électrique, l'exploitant dispose d'une motopompe diesel testée toute les semaines.

Bien que l'établissement ne soit pas certifié APSAD, l'exploitant indique que les installations ont été conçues pour répondre aux critères APSAD. Les rapports de contrôle vérifiés par sondage par l'Inspection tel que le Q1, Q18 et Q19 en attestent. L'assurance de l'entreprise la classe l'établissement dans son étude de risque annuelle comme établissement sous très haute protection avec une note de 67 pour le site contre 44 pour la moyenne des sites équivalent en France.

Ces points n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,• la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude des dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage), [...] <ul style="list-style-type: none">• la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.[...] Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Constats : La dernière version du POI date de 2020. Une mise à jour a été effectuée sur le personnel et les moyens incendie le 8 novembre 2021. L'exploitant indique que suite aux départs de feu de 2021 et 2022 , les retours d'expérience n'ont pas rendu nécessaires de mettre à jour le POI. Il précise que l'activation du POI a très bien fonctionnée, a permis une intervention des secours très rapide et de contenir les départs de feu. Néanmoins, le REX de ces accidents a conduit à modifier le mode opératoire d'utilisation des chariots et les modalités des travaux en toiture qui se feront désormais dès que possible par étanchéité à froid. Suite à l'installation de son projet de chaudière biomasse (autorisation de juillet 2023), l'exploitant va actualiser son POI et projette une validation de la nouvelle version du POI pour fin 2023. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection de l'environnement, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection de l'environnement.
Constats : Compte-tenu des constats précédents, l'exploitant fait réaliser les contrôles périodiques et programme régulièrement les travaux requis au maintien de ses moyens incendie (extincteurs, RIA, FM200, réseaux de sprinklage).. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Il doit être remédié à toute défectuosité constatée dans les plus brefs délais.
Constats : Le jour du contrôle l'exploitant a présenté le certificat Q18 du 12/01/2023 (contrôle des installations électriques) et le Q19 du 19/09/2022 (contrôle par thermographie). Par courriel du 4 août, il a transmis son planning de programmation des travaux en date de mars 2023. Les deux tiers des observations/ non conformité ont été traitées sur le premier trimestre 2023, l'ensemble des travaux seront soldés en novembre 2023. Ce point n'appelle plus de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.9 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre. En cas de travaux, l'exploitant met en œuvre un permis de feu.
Constats : L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">• 100% du personnel est formé à l'utilisation des extincteurs et des RIA,• les Equipiers de Seconde Intervention (ESI) sont formés à l'utilisation du matériel (lance, dévidoir, extincteurs de 50 l, clé réductrice de pression, ...),• les safety talk hebdomadaire rappellent les consignes de sécurité en cas d'incendie tous les deux mois. Par courriel du 4 août 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• les 3 derniers Safety Talks par zone d'exploitation (100% du personnel a fait l'objet du rappel),• les feuilles d'émargement des formations (ESI et EPI) de 2021 et 2022. Ce point n'appelle plus de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien des espaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).
Constats : Dans le cadre de l'action coup de poing, une attention particulière est portée à l'entretien des extérieurs des établissements afin de prévenir la propagation d'un éventuel incendie de l'extérieur vers le site et inversement. Les extérieurs de l'établissement étaient bien entretenus le jour du contrôle. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet